

SUJET 30DOCUMENT :

La crise politico-militaire en Côte d'Ivoire a fait resurgir dans les discussions des populations et des milieux d'affaires des pays africains de la zone franc (PAZF), la question d'une dévaluation du franc CFA. La crainte est grande que les difficultés économiques au sein de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) consécutives à cette crise conduisent à une dégradation générale de l'environnement économique de l'ensemble de la zone franc. Et qu'une fois encore, un ajustement de la parité du F CFA par rapport à l'euro, cette fois-ci, soit à l'ordre du jour.

Cette inquiétude « pas justifiée », du moins pour le moment, selon le gouverneur de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) trahit cependant une réalité : que la pilule du dernier ajustement de la parité du F CFA par rapport au Franc Français (FF) était amère et qu'elle a été très mal digérée. Et pourtant comme indiqué par Louis M. Goreux, consultant pour la Banque mondiale, la décision prise à Dakar (Sénégal) le 11 janvier 1994 de « dévaluer de 50 % le F CFA était inévitable. » Et pour cause, à la fin de l'année 1993, les PAZF se trouvaient dans une impasse.

La situation économique extrêmement mauvaise dans la zone se caractérisait par une dégradation des finances publiques, un délitement du secteur formel, la dégringolade des cours des principaux produits d'exportation de ces pays, la détérioration des conditions de vie des populations avec le renforcement de la pauvreté péri-urbaine... Elle était aggravée par la chute du dollar par rapport au FF (donc indirectement par rapport au F CFA) et le fait que les pays non membres de la zone franc exportent les mêmes produits que les PAZF avait déprécié leurs monnaies pour préserver leur compétitivité. Corollaires de cette impasse économique, de nombreuses filières d'exportation ont perdu leur compétitivité et leur rentabilité, les taux de croissance dans la zone étaient très faibles quand ils n'étaient pas tout simplement négatifs, la zone CFA avait perdu sa compétitivité, certains pays ont réduit les salaires des fonctionnaires tandis que d'autres n'arrivaient plus à les payer

régulièrement. Pour joindre les deux bouts, accroître la pression fiscale sur les entreprises du secteur formel était la constante quoique cela entraîna une informatisation de l'économie et le développement de la fraude. En milieu rural, les revenus des producteurs avaient considérablement baissé tandis qu'en ville, le pouvoir d'achat des populations chutait alors que la « restructuration de la fonction publique » jetait à la rue plusieurs milliers de personnes. Cerise sur le gâteau, les investisseurs ne s'intéressaient plus vraiment aux PAZF que les capitaux nationaux eux-mêmes fuyaient.

Ce panorama économique sombre qui n'est en rien comparable à celui actuel fait d'un ralentissement de la reprise dans l'UEMOA et d'un renforcement de la croissance dans la CEMAC rendait quasiment incompatible le maintien de la parité entre le FF et le F CFA. Surtout que les efforts entrepris par les pays pour restaurer leur compétitivité dans le cadre de l'ajustement interne n'ont pas porté les fruits espérés. Que les mesures de préservation des réserves en devises via la restriction des crédits aux économies de la zone ont débouché sur un étouffement de la croissance quand bien même elles ont permis de contenir l'inflation. Et que, les dispositions mises en place pour maintenir le niveau de recouvrement des recettes fiscales et douanières ont conduit à un accroissement de la pression fiscale.

Seul viatique pour rétablir la compétitivité de l'économie et restaurer la profitabilité des filières d'exportation des matières premières des PAZF, apparaissait dans ce contexte, la dévaluation. La France qui n'en pouvait plus d'aider ses partenaires africains à boucler les fins de mois, a fait le choix pour eux d'y aller. Après s'être assurée que les bailleurs de fonds sont disposés à apporter les mesures d'accompagnement pour garantir la stabilisation de l'environnement économique et créer les conditions pour une reprise de l'investissement intérieur, elle a contraint tout le monde à faire le grand saut dans l'inconnu.

Le 11 janvier 2003, le big bang au forceps, de Dakar a eu neuf ans. Au moment de ce neuvième anniversaire, les résultats sont globalement positifs. Les économies, de la zone ont trouvé le chemin de la croissance. Entre 1994 et 2000, la plupart des PAZF ont enregistré un taux de croissance de 3 % en moyenne. Lors de la dernière réunion de la zone franc, tenue à Paris en septembre dernier, les ministres des finances et les gouverneurs des Banques centrales en étaient encore à se féliciter de ce que les résultats du premier semestre de l'année écoulée confirment la reprise économique amorcée après la dévaluation. Les économies de la zone redevenues compétitives ont recommencé à intéresser les capitaux privés étrangers. Le flux d'investissements étrangers directs (IED) dans la zone est passé de 114 millions de dollars en 1994 à plus de 1101 millions de dollars en 1998.

Certes, la viabilité financière des pays africains de la zone franc à l'horizon 2000 (afin qu'ils aient de moins en moins recours aux appuis budgétaires extérieurs) autre objectif de la révision en 1994 de la parité du franc CFA par rapport au franc français, n'est toujours pas réalisée. Pis, des efforts importants restent à faire dans le management des finances publiques. Mais pour autant les résultats économiques de la dévaluation n'attestent pas moins des effets positifs que cette manipulation du taux de change du F CFA a pu avoir sur la productivité et la croissance des économies de la zone. Et une preuve de cette réalité c'est l'idée qui fait son chemin dans les milieux universitaires, d'introduire une flexibilité dans la parité entre le F CFA et l'euro de manière à permettre aux PAZF de recourir à l'arme monétaire, si besoin est, pour booster leurs économies.

A l'aide du texte et de vos connaissances répondez aux questions :

ECONOMIE GENERALE :

1) Définissez : - Inflation, - Parité, - Dévaluation

- 1) L'auteur dit : « la pilule du dernier ajustement de la parité... a été mal digérée » - Justifiez cette affirmation.

- 3) Au temps T_0 , un euro = 655,957 F CFA,
Supposons qu'au temps T_1 (plus tard), un euro = 530,210 F CFA ;
 - a) Que s'est-il passé entre le F CFA et l'euro ?
 - b) Quelles seraient les conséquences de ce phénomène sur les pays utilisateurs du FCFA ?

ECONOMIE D'ENTREPRISE :



- 1) Définissez : - flexibilité de l'entreprise, - profitabilité, - productivité

- 2) Quel est l'impact de la dévaluation du franc CFA sur les entreprises multinationales installées dans les pays de la zone franc ?

- 3) Expliquez : - effet de synergie, - concentration conglomérat, - investissement immatériel.